Comment les inégalités aggravent les effets du changement climatique, et comment y remédier

Partage international n° 404 – Avril 2022

par Harpreet Kaur Paul

Coventry, Royaume-Uni,

Près de la moitié de la population mondiale, soit entre 3,3 et 3,6 milliards de personnes, vit dans des zones très vulnérables au changement climatique. L'étroite fenêtre temporelle durant laquelle il serait possible de limiter l'intensité et la fréquence des évènements d'origine climatique (tempêtes plus violentes, sécheresses, inondations, élévation du niveau de la mer), et d'assurer *« à tous un futur vivable et soutenable »,* est en train de se refermer rapidement.

Notre degré de vulnérabilité au changement climatique dépend de notre niveau de vie, de notre statut social, et de l'héritage du colonialisme. Telle est la conclusion du nouveau rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) des Nations unies, qui confirme ainsi ce que les mouvements sociaux affirment depuis des décennies. Le rapport, qui passe en revue 34 000 études, reconnaît que les vagues de chaleur et les tempêtes ont rendu moins sûr l'accès à des aliments nutritifs et à l'eau potable. C'est le cas de manière disproportionnée en Afrique, en Asie, en Amérique centrale et du Sud, dans les petites îles et dans l'Arctique.

Les peuples indigènes, les petits producteurs de denrées alimentaires et les ménages à faible revenu se retrouvent ainsi confrontés à la malnutrition ; les enfants, les personnes âgées et les femmes enceintes sont particulièrement touchés. Dans les régions sujettes aux sécheresses, les femmes doivent aller encore plus loin pour chercher de l'eau potable, ce qui accroit le risque qu'elles soient victimes de violences sexistes.



Photo : ISeeAfrica, CC BY-SA 4.0, via Wikimedia Commons
Inondations à Lagos (Nigeria)

Une personne sur trois est déjà exposée à un risque de stress thermique potentiellement létal, et les prévisions indiquent que ce nombre augmentera jusqu'à atteindre trois personnes sur quatre d'ici la fin du siècle. Dans le même temps, un milliard de personnes vivant près des côtes seront exposées à de graves inondations tous les ans d'ici à 2050. L'augmentation des températures et de l'humidité permettra aux moustiques et à d'autres vecteurs de maladies de conquérir de nouveaux territoires, propageant des maladies touchant les humains, les cultures, le bétail et la vie sauvage. Cela se traduira par davantage de décès et de souffrance dans les pays pauvres qui manquent d'infrastructures sanitaires, de collecte de données, de systèmes d'alerte précoce et de vaccins.

Le niveau de la mer constitue une *« menace existentielle »* pour certaines petites îles, selon le Giec. D'ores et déjà, les populations qui y vivent subissent des sécheresses plus longues, des inondations plus fortes, une dégradation des ressources piscicoles due au réchauffement des océans, et une contamination de l'eau douce par l'avancée de la mer. Les tempêtes détruisent de plus en plus fréquemment maisons, écoles, hôpitaux, magasins et cultures. Lorsqu'une inondation ou une tempête frappe, les personnes handicapées, âgées ou jeunes, ainsi que les pauvres, manquent souvent des moyens d'évacuer en toute sécurité. Les groupes marginalisés, notamment les personnes qui se définissent LGBTQI, sont plus susceptibles de vivre dans des habitations précaires, par exemple plus vulnérables aux vents forts.

Le fait pour un pays d'avoir été autrefois sous la domination d'une puissance coloniale est un indicateur fiable du degré de pauvreté moyen de sa population aujourd'hui. Les politiques commerciales de la période récente, conçues pour éviter aux entreprises étrangères opérant dans ces pays de payer des impôts, diminuent les ressources monétaires permettant d'investir pour s'adapter au changement climatique. Par exemple, au Sénégal, pays d'Afrique de l'Ouest, les sécheresses persistantes ont laissé des centaines de milliers de personnes sans approvisionnement alimentaire fiable, alors même que le gouvernement dépense près d'un quart du PIB pour assurer le service de la dette extérieure, négligeant ainsi des investissements vitaux dans la production de nourriture et les services publics.

Comment le monde va-t-il lutter contre le changement climatique ?

Les conséquences du changement climatique sont bien plus graves et arrivent bien plus rapidement qu'anticipé. Le rapport précise que la plupart d'entre elles sont maintenant inévitables : vagues de chaleur de plus en plus violentes, feux de forêts, tempêtes, épidémies et élévation du niveau de la mer. Mais surtout, l'ampleur de ces conséquences peut et doit être limitée, afin de permettre un futur vivable pour la majorité des formes de vie sur Terre.

Si le réchauffement mondial atteignait 2°C au lieu de 1,5°C, alors près de deux milliards de personnes supplémentaires seraient exposées à des chaleurs intenses et à des difficultés d'accès à l'eau et à la nourriture. Beaucoup plus d'îles, d'atolls, de régions de delta et de villes côtières seraient perdus à cause de la montée des eaux.

Bien que le rapport mentionne l'importance de la justice et de l'équité lorsqu'il s'agit de proposer des solutions, il ne va pas jusqu'à désigner des responsabilités. Pour de nombreux activistes cependant, les pays qui ont le plus contribué aux émissions historiques, comme les Etats-Unis et le Royaume-Uni, doivent montrer la voie en décarbonant leurs économies.

Les auteurs du rapport reconnaissent l'insuffisance du financement destiné aux pays pauvres pour les aider à s'adapter aux changements qui sont d'ores et déjà inévitables. Bien qu'ils se soient engagés à lever 100 milliards de dollars par an en 2020, les pays riches n'ont pas respecté leurs engagements, l'écart étant de 87 % si l'on exclut les prêts et les autres formes de financements qui ne sont pas des dons. Les fonds qui sont parvenus aux endroits les plus pauvres du monde ont été prioritairement orientés vers l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre, plutôt que vers l'adaptation au changement climatique.

Il est essentiel d'augmenter le financement de l'adaptation pour aider les communautés à construire des logements et des infrastructures qui puissent résister à de plus fortes tempêtes ; pour garantir des routes migratoires sécurisées et dignes, avec la participation active de ceux qui sont déplacés ; pour planter des arbres qui puissent rafraîchir les villes et éviter les vagues de chaleurs mortifères ; et pour aider les pays à étendre l'accès aux soins de santé, à la protection sociale, à une alimentation nutritive et soutenable, à l'eau potable, aux transports, à l'éducation et aux énergies renouvelables.

Le rapport alerte sur le fait que les pertes et dégâts causés par le changement climatique, auxquels il ne sera pas possible de s'adapter, sont *« fortement concentrés sur les populations les plus vulnérables »,* qui sont précisément celles qui sont le moins responsables du problème. Une étude publiée dans le journal médical *The Lancet* a conclu que, jusqu'en 2015, les Etats-Unis, l'Union européenne, le Royaume-Uni, la Russie, le Japon et le Canada étaient collectivement responsables de 85 % des émissions totales.

Lors de la conférence climatique COP26 à l'automne 2021, les pays à faible revenu ont demandé des compensations financières aux pays riches pour les pertes et dégâts liés au climat. Les négociations lors du prochain sommet climat des Nations unies, en novembre 2022 en Egypte, porteront probablement sur ce point. Le rapport du Giec indique clairement que les pays riches ne peuvent pas continuer à esquiver cette question en promettant des discussions ultérieures. Comme l'a résumé António Guterres, secrétaire général des Nations unies : *« Le report implique la mort. »*

Auteur : Harpreet Kaur Paul, avocate des droits humains, chercheuse, auteure et doctorante à l'école de droit de l'Université de Warwick, à Coventry au Royaume-Uni. Ses recherches portent sur la justice climatique relative aux pertes et dégâts. Elle est cofondatrice de Tipping- PointUK, association de lutte contre le changement climatique, et coéditrice de l'ouvrage Perspectives mondiales pour une nouvelle donne verte (titre original : Global perspectives on a Green New Deal).
Sources : commondreams.org
Thématiques : environnement

Rubrique : Divers